

**Conseil économique et social**Distr. générale
18 février 2026Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Afrique
Huitième forum africain sur la science,
la technologie et l'innovation
Addis-Abeba, 26 et 27 avril 2026

Projet de programme de travail**Dimanche 26 avril 2026**

8 h 30 – 9 heures

Inscriptions

9 heures – 10 heures

Séance d'ouverture

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

Allocutions de bienvenue :

- La Ministre ougandaise de la science, de la technologie et de l'innovation et Présidente sortante du septième forum africain sur la science, la technologie et l'innovation, M^{me} Monica Musenero Masanza
- La Sous-Directrice générale pour les sciences exactes et naturelles de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), M^{me} Lidia Brito
- Le Commissaire à l'éducation, à la science, à la technologie et à l'innovation de l'Union africaine, M. Gaspard Banyankimbona,
- Le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Claver Gatete
- Discours liminaire du Ministre éthiopien de l'innovation et de la technologie, M. Belete Molla

10 heures – 10 h 30

Pause

10 h 30 – midi

Table ronde de haut niveau sur l'intelligence artificielle et l'accélération des progrès dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine

L'intelligence artificielle offre d'importantes possibilités aux pays africains dans le cadre de leurs efforts visant à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de



l'Union africaine. Elle constitue une force de transformation qui, si elle est judicieusement mise à profit par les pays africains, pourrait contribuer de manière considérable à la croissance du produit intérieur brut (PIB). En Afrique, l'innovation dans le domaine de l'intelligence artificielle est de plus en plus façonnée par des politiques continentales et par des activités coordonnées de renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la Stratégie continentale sur l'intelligence artificielle de l'Union africaine.

Les panélistes seront invités à examiner les mesures visant à accroître les investissements dans les infrastructures d'appui à l'intelligence artificielle, telles que les centres de données et les pôles de fabrication de semi-conducteurs, ainsi que dans la formation de talents et les installations de recherche, afin de permettre à l'Afrique de valoriser pleinement le potentiel de l'intelligence artificielle.

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de la CEA

Panélistes :

- Deux ministres chargés des questions liées à l'innovation, originaires d'Algérie, d'Éthiopie ou d'Ouganda
- La Commissaire aux infrastructures et à l'énergie de l'Union africaine, M^{me} Lerato Dorothy Mataboge
- La Sous-Directrice générale pour les sciences exactes et naturelles de l'UNESCO, M^{me} Lidia Brito,
- Le Directeur des affaires gouvernementales et des politiques publiques pour l'Afrique subsaharienne chez Google, M. Charles Murito
- Le Directeur général de Smart Africa, M. Lacina Koné
- Le Chef de la Section des politiques numériques et de la transformation numérique de l'UNESCO, M. Cédric Wachholz
- M^{me} Lavina Ramkissoon, Ambassadrice et diplomate chargée des questions technologiques, Union africaine
- M. Hesham Auda, maître de conférences en informatique à l'Université britannique en Égypte
- Chef du Département des sciences, de la technologie et de l'innovation de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, M. Brando Okolo,

Débat général

Midi – 13 h 30

Table ronde de haut niveau sur les technologies liés à l'énergie renouvelable : stratégies, politiques et voies à suivre pour stimuler l'innovation et le développement économique en Afrique

L'Afrique développe progressivement ses capacités en matière d'énergies renouvelables et durables. Toutefois, les investissements restent insuffisants pour répondre à la demande croissante d'électricité. L'intérêt pour les technologies liées à l'énergie durable s'intensifie, mais leur offre et les services techniques qui s'y rapportent proviennent en grande partie de l'extérieur du continent.

Les panélistes devraient examiner les moyens de renforcer les capacités d'innovation et l'expertise technique, afin de développer localement des entreprises et des capacités dans le domaine de l'énergie durable et de renforcer les liens entre le secteur de l'énergie et le développement économique en Afrique.

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de la CEA

Panélistes :

- Le Ministre éthiopien de l'eau et de l'énergie, M. Habtamu Itefa Geleta,
- Le Président du Conseil d'administration de l'Agence rwandaise de l'énergie atomique, M. Lassina Zerbo
- M. Joseph Mukendwa, chef par intérim du Programme namibien pour l'hydrogène vert
- Un(e) expert(e) du secteur privé
- La Commissaire aux infrastructures et à l'énergie de l'Union africaine, Mme Lerato Dorothy Mataboge
- Le Recteur de la European University of Nigeria, M. Charles Esimone
- Le (la) responsable du programme pour les énergies renouvelables de l'UNESCO
- M^{me} Adey Getachew, cofondatrice et Présidente de l'Ethiopian Women in Energy Association
- Le Directeur exécutif de la Commission africaine de l'énergie, M. Rashid Ali Abdallah

Débat général

13 h 30 – 14 h 30

Déjeuner

14 h 30 – 16 heures

Séances parallèles consacrées aux objectifs de développement durable 7, 9, 11 et 17

Les participants aux séances parallèles seront invités à examiner les moyens par lesquels la science, la technologie et l'innovation peuvent accélérer les progrès dans la mise en œuvre du Programme 2030

et de l'Agenda 2063, notamment au titre des objectifs de développement durable 7, 9, 11 et 17, qui ont été retenus parmi les cinq domaines prioritaires de la douzième session du Forum régional africain pour le développement durable. Ils mettront l'accent sur les technologies et les innovations qui contribuent déjà ou qui sont susceptibles de contribuer à grande échelle à la réalisation des objectifs de développement durable dans une perspective africaine, et préciseront les conditions nécessaires à leur déploiement efficace.

14 h 30 – 16 heures

Séance parallèle A : objectif 7 (énergie propre et d'un coût abordable)

La transition vers la mobilité électrique prend progressivement de l'ampleur en Afrique, bien qu'elle parte d'un niveau modeste et progresse à des rythmes variables selon les sous-régions du continent. Sous l'effet conjugué de l'urbanisation, des engagements climatiques, de la diversification énergétique et des objectifs sous-régionaux en matière d'industrialisation, les véhicules électriques apparaissent comme un moyen stratégique de favoriser le développement durable. Malgré ces tendances encourageantes, le continent enregistre le taux d'adoption des véhicules électriques le plus faible au monde. Le secteur des véhicules électriques n'est pas encore arrivé à maturité ; il se caractérise par une progression graduelle pour ce qui est de l'adoption de ces véhicules, du déploiement des infrastructures, de l'élaboration des politiques publiques et de la mobilisation des parties prenantes.

Cette séance sera l'occasion de partager les données d'expérience des différents pays et du secteur privé concernant la manière dont les véhicules électriques contribuent à accélérer la transition énergétique dans le secteur des transports, ainsi que d'examiner les mécanismes susceptibles d'accélérer ces transitions en Afrique.

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de la CEA

Panélistes :

- M. Soufian Hachad, consultant en énergie, infrastructures et avenir des véhicules électriques
- Le Ministre éthiopien des transports et de la logistique, M. Alemu Sime Feyisa
- Le Secrétaire d'État kényan aux routes et aux transports, M. Davis Chirchir
- Le Directeur du programme « Cities for Africa » et représentant de l'Éthiopie à l'Institut des ressources mondiales, M. Aklilu Fikresilassie
- Le Chef du secrétariat de la Société africaine de recherche sur les matériaux, M. Samuel Chigome

- Le Président de la Société africaine de recherche sur les matériaux, M. Balla Diop Ngom
- Le Directeur général des transports routiers et de la sécurité routière du Soudan du Sud, M. Lado T. Tombe
- Le Chef du Groupe de la mobilité durable du Programme des Nations Unies pour l'environnement, M. Rob de Jong
- Le Directeur du Département de l'énergie et des infrastructures de la Commission de l'Union africaine, M. Kamugisha Kazaura

Débat général

14 h 30 – 16 heures

Séance parallèle B : objectif 9 (Industrie, innovation et infrastructure)

Bien que l'Afrique ait accompli des progrès notables en matière de connectivité numérique et physique, d'importants obstacles structurels continuent d'entraver l'industrialisation et l'innovation. Par exemple, en 2022, l'industrie manufacturière de haute technologie ne représentait que 16,4 % de la valeur ajoutée en Afrique subsaharienne. Toutefois, l'expansion des pôles d'innovation et des zones économiques spéciales sur le continent attire de plus en plus d'entreprises de haute technologie dans les secteurs de l'aérospatial, de l'automobile et de l'économie verte, ce qui pourrait stimuler la recherche-développement et l'acquisition de technologies.

Cette séance sera consacrée à la conception de mécanismes multipartites pouvant être mis en œuvre dans le cadre de partenariats entre des entités publiques, privées et universitaires, afin d'aligner la recherche sur les besoins de l'industrie. De tels mécanismes pourraient s'appuyer sur des cadres favorisant la participation du secteur privé et tirer parti des données d'expérience des membres de la CEA et des établissements universitaires afin de combler le déficit en matière de recherche-développement et d'accroître la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier.

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de l'Union africaine, de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés ou de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), ainsi qu'un(e) représentant(e) de l'Afrique du Sud ou de la CEA.

Panélistes :

- Un(e) représentant(e) de l'ONUDI, en tant qu'organisme responsable de l'objectif de développement durable 9
- M. Yuan Like, Directeur adjoint de l'Institut de prospective scientifique et technologique et

de statistiques de l'Académie chinoise des sciences et de la technologie au service du développement

- Un(e) représentant(e) de l'Institut de statistique de l'UNESCO
- Le Président-Directeur général et fondateur de Kubik, M. Kidus Asfaw
- Un(e) représentant(e) du Département du développement économique, du tourisme, du commerce, de l'industrie et des ressources minérales de la Commission de l'Union africaine
- M^{me} Federica Irene Falomi, responsable de programme à la Banque de technologies pour les pays les moins avancés
- Un(e) représentant(e) des milieux universitaires
- M^{me} Deborah Naatujuna, spécialiste en innovation, Centre de service régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Débat général

14 h 30 – 16 heures

Séance parallèle C : objectif 11 (villes et communautés durables)

Cette séance portera sur la promotion de villes et d'établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables. L'Afrique est le continent qui connaît le rythme d'urbanisation le plus rapide au monde. Cette dynamique s'accompagne d'une croissance importante des infrastructures dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports et des technologies numériques, contribuant à rendre les villes africaines plus sûres, plus compétitives et plus agréables à vivre. Néanmoins, une part importante des populations urbaines en Afrique subsaharienne vit encore dans des établissements informels, caractérisés par des logements inadéquats et des services de base insuffisants.

Cette séance comprendra un examen des progrès accomplis en vue de la réalisation de l'objectif 11 en Afrique, l'accent étant mis en particulier sur le défi consistant à concilier une urbanisation rapide avec des capacités structurelles limitées. Il est prévu que, grâce à l'analyse de mécanismes et de pratiques africains ayant fait leurs preuves, les participants dégagent des enseignements sur la gestion d'une croissance urbaine explosive en s'appuyant sur des piliers stratégiques tels que l'inclusion, la mobilité intelligente et la résilience face aux changements climatiques. En outre, cette séance offrira l'occasion de promouvoir des stratégies urbaines intégrant l'économie informelle en tant que catalyseur majeur d'un développement urbain durable et résilient.

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de la CEA

Panélistes :

- Le Directeur général du Département du développement de l'économie numérique au Ministère éthiopien de l'innovation et de la technologie, M. Seyoum Mengesha
- M^{me} Christine Sund, conseillère principale, Bureau régional pour l'Afrique de l'Union internationale des télécommunications (UIT)
- M. Sandile Mbatha, fondateur et Directeur du département Solutions de SM Digital, Afrique du Sud
- M. George Kibala Baur, spécialiste principal des questions numériques, Banque mondiale
- M. Abel Solomon, chef de projet, Fondation Mastercard
- M^{me} Iman Abubaker, gestionnaire de projet en mobilité urbaine, Institut des ressources mondiales
- Un(e) représentant(e) du Bureau de la maire d'Addis-Abeba
- M^{me} Sophie Naue, spécialiste en innovation et technologies urbaines, Accélérateur des innovations technologiques urbaines des Nations Unies
- M. Sharad Shingade, responsable de l'analyse géospatiale, de l'intelligence artificielle et des données chez ArteFact
- M^{me} Leila Guici, responsable principale des relations publiques, Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile
- Un(e) représentant(e) du PNUD

Débat général

14 h 30 – 16 heures

Séance parallèle D : objectif 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs)

Au cours de cette séance, les participants examineront les progrès inégaux accomplis en Afrique dans la réalisation de l'objectif 17 et formuleront des propositions visant à passer d'une situation de dépendance extérieure à un environnement d'innovation autonome. Cette évolution sera rendue possible par la mise en œuvre d'une gouvernance collaborative entre les gouvernements, le secteur industriel et les établissements universitaires, dans le but de combler les lacunes en matière de recherche-développement et de mettre à profit la diplomatie scientifique pour la gestion transfrontière des ressources, à l'instar de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Les débats porteront sur l'alignement des politiques nationales en matière de science, de

technologie et d'innovation sur les protocoles de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine relatifs au commerce numérique et aux droits de propriété intellectuelle, dans le cadre des efforts visant à établir un cadre unifié pour accélérer le transfert de technologies, garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau pour tous et promouvoir une industrialisation durable à l'échelle du continent. Les participants seront invités à évaluer et mettre en avant les réalisations et les résultats notables, tout en recensant les possibilités futures de renforcement des partenariats existants.

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de l'Union africaine, de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, de l'UNESCO ou de la CEA.

Panélistes :

- La responsable de la Division de la chimie de pointe et des sciences de la vie du Council for Scientific and Industrial Research, M^{me} Rachel Chikwamba
- Le Directeur de la Plateforme africaine de la science ouverte (African Open Science Platform), M. Tshiamo Motshegwa
- M. He Kaihui, conseiller pour les questions scientifiques et technologiques à la Mission de la Chine auprès de l'Union africaine
- M. Daan du Toit, Directeur général adjoint pour la coopération internationale et les ressources, Ministère sud-africain de la science, de la technologie et de l'innovation
- M. Nkem Khumbah, Directeur des politiques relatives à la science, aux technologies et à l'innovation à l'Académie africaine des sciences
- M^{me} Tian Nianping, gestionnaire de programme, au Centre international de recherche et de formation pour la stratégie scientifique et technologique de l'Académie chinoise des sciences et de la technologie au service du développement
- M. Jean-Christophe Desconnets, chercheur principal et spécialiste en géomatique, et directeur de l'Initiative pour la science ouverte de l'Institut de recherche pour le développement

Débat général

16 heures – 16 h 30

Pause

Séances spéciales

16 h 30 – 18 heures

Séance spéciale A : objectif 6 (eau propre et assainissement)

Malgré l'abondance des ressources naturelles en eau dont dispose le continent, l'Afrique connaît de graves insuffisances en matière de sécurité hydrique. Afin d'y remédier, il est indispensable d'intensifier les efforts visant à promouvoir l'innovation et à renforcer les capacités techniques.

Au cours de cette séance, les panélistes présenteront des pratiques exemplaires et examineront les défis systémiques auxquels sont confrontés les pays africains. Les discussions porteront notamment sur la mise en place de mécanismes financiers favorisant l'innovation, ainsi que sur l'intégration de cadres solides de politiques publiques et de systèmes de gestion, indispensables pour assurer l'accès universel à l'eau potable et à des services d'assainissement.

Modérateur : Le Directeur de la Division des sciences de l'eau et Secrétaire du Programme hydrologique intergouvernemental de l'UNESCO, M. Abou Amani

Panélistes :

- Un(e) expert(e) du secteur privé
- M. Abdellatif Zerga, représentant du Directeur de l'Institut des sciences de l'eau et de l'énergie (y compris les changements climatiques) de l'Université panafricaine, Union africaine
- M. Sabelo Mhlanga, chercheur associé au Département de chimie de l'Université Nelson Mandela et Président-Directeur général de SabiNano
- Le Directeur général du Centre régional pour la gestion intégrée des bassins hydrographiques, Institut national des ressources en eau de Kaduna (Nigéria), M. Abduljalal Danbaba
- Un(e) représentant(e) des jeunes
Un(e) représentant(e) de l'Initiative de renforcement des capacités dans le domaine de l'eau, relevant de l'objectif 6, Le Président du Conseil des ministres africains sur l'eau, M. Cheikh Tidiane Dieye
- Le Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable de l'Union africaine, M. Moses Vilakati
- M. Nico Elema, Directeur et gestionnaire de programme du réseau des centres d'excellence sur l'eau en Afrique australe

- M^{me} Mamohloding Tlhagale, responsable des partenariats et du développement des entreprises, Commission de recherche sur l'eau, Afrique du Sud
- M. Johannes Maree, Directeur de ROC Water Technologies
- Le Chef du secrétariat de la Société africaine de recherche sur les matériaux (AMRS), M. Samuel Chigome

Débat général

Lundi 27 avril 2026

9 heures – 10 h 30

Synthèse des observations et des principaux enseignements tirés des séances parallèles consacrées aux objectifs 7, 9, 11 et 17, ainsi que de la séance spéciale consacrée à l'objectif 6

Modérateur(trice) : à déterminer

Débat général

10 h 30 – 11 heures

Pause

11 heures – Midi

Séance spéciale B : Partenariat en action : dialogue de haut niveau entre l'Union africaine et l'Union européenne sur la science, la technologie et l'innovation

Le dialogue de haut niveau Union africaine–Union européenne sur la science, la technologie et l'innovation constitue un cadre stratégique de coopération en matière de recherche et d'innovation à long terme entre l'Afrique et l'Europe. Il vise à orienter les priorités communes dans quatre domaines principaux : la santé publique, la transition écologique, l'innovation et la technologie, ainsi que le renforcement des capacités scientifiques. Dans le cadre de partenariats s'inscrivant dans la perspective de ce dialogue et du Programme d'innovation de l'Union africaine et de l'Union européenne, des progrès ont été réalisés dans plusieurs domaines, notamment la recherche collaborative en matière de santé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le climat et l'énergie durable, ainsi que les initiatives de renforcement des capacités. Les initiatives africaines menées dans le cadre d'Horizon Europe continuent d'élargir le soutien apporté aux activités conjointes de recherche et d'innovation conformément à ces priorités.

Au cours de cette séance, les participants évalueront les résultats obtenus, mettront en avant les réalisations notables et détermineront les possibilités futures de renforcement de la coopération entre l'Union africaine et l'Union européenne dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation afin de contribuer à la réalisation de l'objectif 17.

Modérateurs : Le Chef de la Division des sciences, de la technologie et de l'espace à la Commission de l'Union africaine, M. Mahaman Bachir Saley

M. Laurent Bochereau, Ministre conseiller chargé des sciences, de la technologie et de l'innovation, à la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Union africaine

Panélistes :

- Le Directeur du Département des sciences, des technologies et de la mise en œuvre au Ministère algérien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, M. Mokhtar Sellami
- Le Directeur général adjoint de l'Institut de recherche Armauer Hansen, M. Alemseged Abdissa
- La Directrice régionale pour l'Afrique orientale et australe du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, M^{me} Sylvie Lewicki
- La Vice-Présidente chargée de la coopération internationale du Conseil supérieur de la recherche scientifique d'Espagne, M^{me} Isabel Díaz

Débat général

Midi – 13 heures

Séance spéciale C : Partenariat en action : mettre en place des plateformes continentales pour l'innovation

La CEA joue un rôle essentiel en aidant ses membres à tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour favoriser la transformation numérique et faire progresser la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. Elle aide également ses membres à promouvoir l'innovation, notamment au moyen des laboratoires de recherche et d'innovation Origin, qui commercialisent des brevets universitaires, ainsi que de l'Alliance des universités entrepreneuriales en Afrique, dont l'objectif est de réformer l'enseignement supérieur afin de former des entrepreneurs et de soutenir la création d'un million de jeunes pousses. Au cours de cette séance, les participants partageront des données d'expérience et des pratiques exemplaires concernant les initiatives visant à promouvoir des plateformes d'innovation à l'échelle du continent.

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de la CEA

Panélistes :

- M. Paul Ndirangu Kioni, secrétaire, responsable et coordonnateur du pôle Physique des laboratoires de recherche et d'innovation Origin en Afrique de l'Est

- Le Directeur exécutif et Directeur de recherche de la Soar Research Foundation, et Président du Consortium pour le génie biomédical africain, M. Daniel Atwine
- Le Directeur général du Fonds kényan pour les universités et Président de l'Alliance pour les universités entrepreneuriales en Afrique, M. Geoffrey Monari
- M. Léonard Lévêque, coordonnateur de programme du Partenariat à long terme entre l'Union européenne et l'Union africaine pour la recherche et l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables, et chef de projet chez LGI Sustainable Innovation
- M. Yonas Gizaw, cofondateur d'Alliance for Research, Innovation and Education for Africa

Débat général

13 heures – 14 heures

Déjeuner

14 heures – 15 heures

Séance spéciale D : Stratégie 2034 pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique

La Stratégie 2034 pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique repose sur six priorités stratégiques : accélérer une industrialisation durable et inclusive ; développer le capital humain, les infrastructures et les compétences ; renforcer les capacités africaines dans les technologies de pointe et les technologies émergentes ; renforcer la diplomatie scientifique et les partenariats ; favoriser la mobilisation du secteur privé ; lutter contre les inégalités touchant les jeunes et les inégalités entre les sexes.

Au cours de cette séance, les participants recenseront des actions ambitieuses et innovantes permettant d'atteindre les objectifs de développement à l'échelle continentale et mondiale.

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de l'Union africaine, de l'UNESCO ou de la CEA

Panélistes :

- La Ministre ougandaise de la science, de la technologie et de l'innovation et Présidente sortante du septième forum africain sur la science, la technologie et l'innovation, M^{me} Monica Musenero Masanza
- Le Ministre d'État éthiopien à l'innovation et à la technologie, M. Bayissa Bedada
- M. John Mugabe, maître de conférences, Graduate School of Technology Management, Université de Pretoria
- Le Président de l'Alliance pour l'Initiative des conseils subventionnaires des sciences et Directeur du Département de la recherche, des statistiques et de la gestion de l'information au

Ministère ghanéen de l'environnement, de la science, de la technologie et de l'innovation, M. Cephas Adjei Mensah

- Le Chef du Département des sciences, de la technologie et de l'innovation de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, M. Brando Okolo
- La Directrice de la coopération multilatérale africaine au Ministère sud-africain de la science, de la technologie et de l'innovation, M^{me} Mandry Ntshani
- Le Chef du Groupe des sciences du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe, M. Martial Zebaze Kana
- M. Simon Henry Connell, professeur de physique à l'Université de Johannesburg
- M^{me} Sandra Shoko, responsable d'équipe chez Elevate Trust

Débat général

15 heures – 16 heures

Séance spéciale E : Technologies de pointe au service du développement durable

Modérateur(trice) : un(e) représentant(e) de la CEA, de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, de la Société africaine de recherche sur les matériaux ou de l'UNESCO

Panélistes :

- Un(e) représentant(e) de la CEA
- Un(e) représentant(e) de Google
- Un(e) représentant(e) de l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile
- M. David Karuda, conseiller en politique des données, Agence allemande de coopération internationale
- La Directrice du Département du plaidoyer et du renforcement des capacités de la Fondation AfricaNenda, M^{me} Jacqueline Jumah
- Le Président de l'Initiative sud-africaine pour les nanotechnologies de l'Université technologique de Tshwane, M. Katlego Makgopa
- Le Chef du secrétariat de la Société africaine de recherche sur les matériaux, M. Samuel Chigome
- Un(e) représentant(e) de Giga

Débat général

16 heures – 16 h 30

Pause

16 h 30 – 17 heures

Séance de clôture

Allocutions de clôture :

- La Directrice du Bureau de liaison de l'UNESCO à Addis-Abeba et représentante de l'UNESCO en Éthiopie, M^{me} Rita Bissoonauth
- Un(e) représentant(e) de la CEA
- Un(e) représentant(e) de la Commission de l'Union africaine
- Le Ministre éthiopien de l'innovation et de la technologie, M. Belete Molla
